



La période à l'étude dans le présent rapport — du 1^{er} avril 1987 au 31 mars 1988 — a été à bien des égards une année positive à la fois pour les affaires politiques internationales et pour les économies occidentales. Pour le Canada, ce fut une période d'engagement actif et de réalisations concrètes à l'étranger, comme en attestent son rôle dirigeant en diplomatie multilatérale et la conclusion d'un accord de libre-échange avec les États-Unis.

L'amélioration des relations entre les superpuissances a eu des retombées positives sur un certain nombre de problèmes internationaux. Ainsi, l'accord intervenu en décembre 1987 entre les États-Unis et l'Union soviétique au Sommet de Washington en vue d'éliminer tous leurs armements nucléaires de portée intermédiaire (FNI) et de mettre sur pied un régime de vérification à cette fin a constitué un pas important vers le contrôle des armements et le désarmement. Cette initiative devrait également favoriser des percées semblables dans les pourparlers en cours sur la réduction des armements stratégiques. En décidant d'amorcer le retrait de ses forces d'occupation en Afghanistan, l'URSS signifiait — quoique tardivement mais à la satisfaction générale — qu'elle se rendait à la réalité afghane et aux pressions internationales. D'autres dossiers régionaux conditionnés par les relations Est-Ouest ont également montré des signes de progrès à la suite des négociations menées entre les parties sous les auspices des Nations Unies et à l'adoption d'une approche plus constructive de la part de l'URSS. Le Canada a salué à la fois la conclusion du Traité FNI et l'annonce par l'Union soviétique de son intention de se retirer de l'Afghanistan.

Ces développements positifs sont dus en bonne part à l'esprit de solidarité dont ont fait preuve les pays occidentaux dans leur approche des relations Est-Ouest, tout comme au processus de réforme qui a déferlé sur l'URSS et aux changements que le secrétaire général Gorbatchev a entrepris d'apporter à la politique étrangère soviétique. L'importance nouvelle accordée par les Soviétiques au multilatéralisme et à l'interdépendance a été bien accueillie. Il reste à voir si les actions de ce pays sur le plan international seront à la mesure de cette philosophie nouvelle et davantage progressiste. Ainsi, à la Réunion d'examen de Vienne de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, les débats ont hélas très peu progressé, en partie à cause du manque d'empressement des participants d'Europe de l'Est à convenir d'engagements plus ambitieux au chapitre des droits de la personne.

Malgré ces progrès, d'autres conflits régionaux ont pourtant continué de menacer la sécurité, la stabilité économique et sociale et le respect des droits de la personne dans le monde. La guerre a continué de faire rage entre l'Iran et l'Irak, de déstabiliser cette région, de compromettre la liberté de la

navigation dans le Golfe — et, par voie de conséquence, la sécurité des approvisionnements énergétiques — et de faire de nombreuses victimes. Le recours aux armes chimiques a été tout particulièrement déplorable. Signe positif en soi, l'adoption à l'unanimité de la résolution 598 du Conseil de sécurité appelant à un cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak n'a toutefois pas su mettre un terme à la guerre.

De même, et malgré une activité diplomatique intense, le problème arabo-israélien est resté entier. Les soulèvements palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza qui ont débuté à la fin de 1987 ont rappelé à la communauté internationale que le statu quo ne peut être maintenu à long terme. Le Canada et d'autres pays occidentaux se sont dits résolument en faveur d'une conférence proprement structurée pour tenter de parvenir à un règlement au Moyen-Orient.

En Afrique, les populations du nord de l'Éthiopie ont dû subir l'assaut combiné de la guerre et de la famine. En Afrique australe, le réalignment de l'électorat blanc en Afrique du Sud vers les partis opposés au changement, la répression de plus en plus vigoureuse des forces anti-apartheid dans ce pays, les incursions de l'Afrique du Sud dans les États voisins et la détérioration de la situation au Mozambique ont tous contribué à assombrir les perspectives dans cette partie du globe. En outre, le manque d'empressement de certains pays occidentaux à renforcer les sanctions contre l'Afrique du Sud a entravé les efforts visant à accroître la pression sur ce pays. Néanmoins, on s'est entendu pour consentir une aide accrue aux États de première ligne, y compris le Mozambique, et aux victimes de l'apartheid en Afrique du Sud, et pour promouvoir le dialogue entre les différentes collectivités sud-africaines. Au Sommet du Commonwealth à Vancouver en octobre 1987, un Comité de ministres des Affaires étrangères du Commonwealth a été mis sur pied pour voir comment il serait possible d'accroître l'efficacité des sanctions en vigueur et de contrer la propagande sud-africaine. Le comité a tenu sa première réunion à Lusaka en février sous la présidence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark.

L'acceptation du Plan Arias par les cinq pays centraméricains à la réunion d'Esquipulas en août 1987 a fait renaître les espoirs de voir la paix revenir en Amérique centrale. À la fin de mars 1988, malgré les délais et les échéances non respectées, le fragile processus de paix tenait bon. Le Canada soutient ce processus, comme en témoignent la visite effectuée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans la région et la volonté du Canada d'aider à la conception des mesures de vérification et de contrôle qui viendront compléter les composantes de sécurité du plan de paix.